

Alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire

Assemblée mondiale de citoyens

Lille – 2 au 10 décembre 2001

Groupe thématique

Gouvernance mondiale □ économie mondiale □ multinationale et nouvelles régulations

A – Les axes stratégiques

Les axes stratégiques ont été regroupés en quatre à partir des propositions de l'un ou l'autre des participants.

Axe 1 : Pour une gouvernance globale de l'économie basée sur une vision, des valeurs, des institutions et un Etat réformés

Vision

Développer une vision d'une socio-économie solidaire et promouvoir une rencontre de synthèse en 2004.

Promouvoir un nouvel ordre économique international basé sur la coopération et pas la concurrence, des règles pour un commerce équitable, un développement humain et pas un but de croissance matérielle.

Faire une coordination uniforme du système financier mondial, contrôlé par des états démocratiques et les sociétés civiles (multilatéralité), au service de la production et de la reproduction de la vie et pas comme but en soi.

Valeurs

Gouvernance globale comme construction permanente d'unanimité à partir des diversités nationales et culturelles.

Intérêts généraux de la société planétaire au-dessus des intérêts particuliers, nationaux ou corporatifs.

Pour le fait même d'exister, toute personne a droit à un revenu minimum suffisant pour mener sa vie.

Institutions

Où et comment construire une gouvernance démocratique du monde (acteurs, procédures, buts) ?

Réformer la charte des Nations Unies.

Etablir une politique fiscale mondiale.

Démocratisation des Institutions Financières Internationales et de l'OMC auprès de la société civile, pour garantir le développement humain et social comme but de l'activité économique et pour garantir une stabilité mondiale équitable.

L'ONU doit reconnaître le droit de chacun à un revenu vital minimum.

Institutions et régulations, dessinées au service d'une gouvernance globale, multipolaires, plurielles, démocratiques.

Instituer des systèmes de répartition des revenus et de la richesse qui soient indépendants de la contribution de chacun à la production.

Respect de la souveraineté nationale dans le développement local et humain.

Intégration et monnaies régionales et continentales.

Finances mondiales au service des économies et des hommes et non une affaire pour soi.

Etat

Respect de la souveraineté nationale et de la pluralité culturelle.

Budget participatif, tant pour les recettes que pour les dépenses.

Repenser les fonctions régaliennes des Etats pour que les régulations soient adaptées du niveau local au niveau global.

Certains ne sont pas d'accord avec le résumé sur la gouvernance globale. Il met l'emphase sur l'Etat, la souveraineté des Nations. Ce résumé n'est pas différent d'un statut quo que nous voulons changer. Nous pensons qu'il faut changer les institutions politiques au niveau mondial. Un des acteurs est l'Etat mais il y a aussi les entreprises et les citoyens. Le concept de solidarité a été défini par l'amélioration des moyens techniques pour le bien des citoyens. Insister sur le rôle de l'Etat ne permet pas d'arriver à ce type de solidarité. Nous avons besoin d'un cadre de gouvernance mondiale qui nous permettrait de réformer le cadre des institutions internationales. Créer le modèle du monde que nous voulons. Est-il possible pour la société civile de créer un parti politique pour promouvoir le concept de solidarité ?

Axe 2 : Pour des régulations et une responsabilité sociale des entreprises

Constats

Entreprise acteur à la fois économique, financier, social et environnemental.

Poids majeur des transnationales vis à vis des Etats, dans le développement des territoires, dans les guerres, dans la criminalité financière.

L'argent au service de la production et reproduction de la vie. Pénaliser la spéculation, le jeu et les intérêts usuriers.

Appel à responsabilité

Des actionnaires épargnants et futurs retraités (transparence de l'information).

Des entreprises quant à leurs responsabilités de tous ordres.

A une collaboration pour une action concertée des acteurs sociaux et politiques pour établir des normes de responsabilités sociales, environnementales, et éthiques des acteurs économiques et financiers. Elaboration d'indicateurs pour chaque acteur.

A engager le BIT et les syndicats dans l'action sur les codes et les certificats.

A combiner des codes volontaires avec une législation régulatrice par l'Etat.

A une démocratisation et un contrôle de la gestion et des gains de productivité.

Appel à nouvelles régulations

Des régulations qui n'impliquent pas que les Etats et les organisations internationales

Faire respecter les réglementations existantes, lois antitrust, ...

Faire émerger une législation mondiale pour contrôler les transnationales.

Etablir des certifications sociales et environnementales globales.

Créer des régulations avec une mesure efficace pour le contrôle des entreprises internationales.

Système de régulations sur l'activité des entreprises internationales et des transactions financières.

Convention internationale pour réguler les activités des entreprises transnationales.

Régulation collective des services de base et des ressources, et non pas seulement par le marché.

Axe 3 : Pour des politiques économiques globales solidaires

Dette

Accord sur l'importance de la question, l'injustice que représente et engendre cette dette, les dégâts qui découlent de cette dette, mais des nuances dans le positionnement :

Pour certains, insistance sur le caractère illégitime et usurier et donc insistance sur l'annulation.

Pour d'autres, encadrer cette éventuelle annulation ou réduction : par un arbitrage international, en reliant à des changements dans les pays bénéficiaires, par un effacement progressif (lutte contre la corruption, ...), par des affectations aux services de base (éducation, ...), en préparant de nouvelles orientations pour l'avenir (autres modèles de prise de décision : partage Etat / société civile).

Organisation des échanges et échanges inégaux

Constat que l'inégalité dans les échanges entraîne misère et violences.

Clarifier et démarquer commerce équitable et non équitable.

Développer les formes de commerce équitable.

Régulations des services de base.

Axe 4 : Pour une responsabilisation de la société et un changement des mentalités

Prise de conscience par l'éducation

Faire prendre conscience aux jeunes des limites des ressources naturelles pour qu'ils deviennent rapidement des consommateurs éthiques.

Responsabiliser les acteurs de l'économie sur le plan local. Ces acteurs ne devront plus être des rouages de l'économie mais en devenir les sujets. Dans cette perspective, promouvoir une éducation développant l'esprit d'innovation, l'interdisciplinarité, l'esprit communautaire.

Echanges à promouvoir

Développer les échanges entre personnes, ONG etc ... pour diffuser l'information, les expériences, les changements de comportement.

Information

Il faudrait que tous les ONG et pauvres aient une connaissance immédiate et exacte des informations financières mondiales et des conditions de contrôle des ressources financières mondiales.

Responsabilité locale articulée à une perspective globale

Réhabiliter le politique sur le plan local par une participation effective des citoyens (au sens politique) à la vie économique au-delà d'un bulletin de vote. La citoyenneté n'est pas une délégation mais un engagement à participer à la vie d'une société au jour le jour.

Articuler les initiatives locales sur une perspective globale. Que chacun ait conscience de cette double perspective. Exemple : une expérience locale comme l'économie solidaire est à la fois un moyen de résoudre des problèmes locaux et de faire émerger un esprit à valeur universelle

B – Les actions plus concrètes

Axe 1 : Gouvernance globale

Promouvoir le développement de l'utilisation des budgets participatifs comme forme de consolidation de la démocratie et de la transparence politique.

Une plus grande représentation des pays au sein du Conseil de Sécurité avec une rotation.

Etablir des coalitions et des mobilisations de la société, capables d'exercer des pressions sur les gouvernements nationaux pour qu'ils assurent leurs positions qui répondent vraiment aux intérêts sociaux aussi bien sur les systèmes financiers internationaux qu'économique et politique.

Diffuser les travaux et les dialogues réalisés par l'Alliance dans chacun de nos pays en présentant les principes, la vision et la stratégie d'une globalisation responsable, plurielle et solidaire pour étendre et fortifier le réseau déjà établi, en prévoyant une prochaine rencontre importante en 2004.

Reproduire tous les groupes, chantiers thématiques et collégiaux dans chacun de nos pays en les réunissant en réseau, appliquer la même méthodologie.

Identifier institutions qui partagent notre vision de solidarité et d'un monde responsable, pluriel et solidaire.

Etablir une structure alternative qui travaille à mettre en place une conférence mondiale en 2004

Le changement vers un monde responsable, pluriel et solidaire doit être conduit par la société civile.

Demander une réforme des institutions financières internationales pour produire une nouvelle politique fiscale qui nous conduisent à un développement équitable

Axe 2 : Régulations et responsabilité sociale des entreprises

Constituer un réseau international d'ONG pour recueillir les informations sur les pratiques des multinationales pour mieux les connaître et les contrôler. A travers ce réseau, les pauvres peuvent avoir un contrôle sur ces entreprises. Exemple d'Agir Ici avec les entreprises pétrolières au Tchad. Si c'était un réseau au niveau mondial, ce serait beaucoup plus efficaces pour coordonner l'information sur une entreprise. Un observatoire au niveau international pourrait être initié par l'Alliance.

La presse pourrait s'organiser pour donner plus d'ampleurs à ces actions.

Un guide sur les pratiques des entreprises dans les pays en développement émergents par rapport à des critères sociaux, environnementaux et humains.

L'idée d'un prix Nobel pour une entreprise qui, dans sa pratique, serait plus soucieuse du sort des populations et de l'environnement.

Militer pour une responsabilité sociale des entreprises.

Les activistes sociaux doivent être encouragés à faire partie d'entreprises socialement responsables.

Mobiliser les entreprises montrant une responsabilité sociale pour qu'elles fassent partie de l'Alliance.

Nouvelle convention contre l'oppression des multinationales. Informer que l'OCDE a déjà une ligne de conduite qui porte sur le comportement des multinationales. L'action immédiate est de nous allier avec l'OCDE.

Très important, car on ne peut pas mesurer la responsabilité sociale sans avoir des critères de base.

Axe 3 : Politiques économiques solidaires

Militer pour l'annulation de la dette, lier l'annulation de la dette avec la lutte contre la corruption, ou la mise en place de services sociaux, ...

Militer pour reconnaître une responsabilité sociale à la fois au Nord et au Sud, chacun doit lutter contre la corruption pour le développement d'un monde responsable, pluriel et solidaire.

Mettre en place une procédure pour la création d'un fonds mutuel international qui nous serve de modèle de ce quoi une institution socialement responsable doit être. Informer que cela existe déjà : exemple d'un fonds d'assistance aux petites entreprises aux Pays Bas, et aussi d'un fonds africain alimenté par des ONG.

Axe 4 : Responsabilité citoyenne

Construire un statut de la liberté à Lille, comme il y en a eu à New York et à Rio.

Développer une campagne au niveau global, mais implémentée dans chacune des localités de nos pays pour élaborer et faire accomplir avec des indicateurs de base qui assurent une meilleure qualité de vie de l'environnement et du bien-être social. Indicateurs : mortalité infantile, chômage, pollution de l'environnement, participation des ONG, nutrition. Dans chaque cas, quels sont les indicateurs qui correspondent à ce lieu en plus des indicateurs généraux ?

Promouvoir l'élaboration d'indicateurs qui établissent la responsabilité sociale que doivent accomplir les chefs d'entreprise, politiciens et leaders sociaux. Et que leur accomplissement s'assure avec la participation sociale : transparence du respect des travailleurs de la communauté des clients distincts des autres.

Pour une plus grande mobilisation, un slogan court et mobilisateur et un drapeau comme symbole pour que la charte des responsabilités trouve un souffle auprès de l'opinion publique.

Initier un programme d'échange qui mettrait l'emphase sur tous les composants de la responsabilité sociale, qui mette l'accent sur la nécessité d'un monde responsable, pluriel et solidaire. Il y en a déjà qui le font.

Initier un réseau d'échange d'information des participants de l'alliance.